



MESSAGE 2016 – 18

DÉCLARATION DU SCPN LORS DE L'AUDIENCE A L'ELYSÉE AVEC LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE 26 octobre 2016

Paris, le 26 octobre 2016,

Monsieur le Président de la République,

Servir et protéger !

Nous sommes devant vous ce soir, pour être une fois de plus la voix de tous ceux qui - de l'adjoint de sécurité au commissaire de police - ont pour vocation de servir et protéger leurs concitoyens. Garants d'une paix publique qui, dans un état de droit, ne saurait se concevoir sans respect des lois, tous ne demandent qu'à pouvoir exercer leurs missions avec efficacité, et dans la dignité. Ils refusent de se résigner à l'impuissance, et de devoir payer du prix de leur intégrité physique ou de leur vie ce magnifique engagement.

Les policiers du quotidien se sentent légitimement oubliés, alors même que des efforts substantiels - il faut le reconnaître - ont été consentis ces derniers mois pour adapter notre institution à la menace terroriste. C'est que leur quotidien a vu se multiplier les tâches indues, dont les gardes statiques et la limitation des repos, sans que rien - dans leurs équipements notamment - ne soit venu leur donner les moyens d'une efficacité renforcée.

Ils refusent d'être plus longtemps les témoins vulnérables et impuissants de toutes les oppressions, qu'elles soient animées par des idéologies totalitaires (religieuses ou politiques) ou destinées à asseoir la domination territoriale des bandes criminelles.

L'ampleur de la menace terroriste et l'accumulation des enjeux sécuritaires ont emporté toute l'institution policière et ne laissent de répit à personne.

Depuis janvier 2015, notre organisation réclame pour les policiers du quotidien les moyens d'une efficacité renforcée. Cela suppose notamment un recentrage assumé des missions - en bonne intelligence avec les autres acteurs, polices municipales et sécurité privée notamment -, et la mise à disposition de chaque équipage de moyens d'action et de protection adaptés.

Fatigue et malaise ne sont pas nouveaux. Nous tirons la sonnette d'alarme depuis l'été 2014, et vous l'avions redit ici même, le 22 octobre 2015, en des termes malheureusement toujours actuels.

La barbarie qui a frappé nos collègues de l'Essonne a provoqué chez chacune et chacun d'entre nous un nouveau débordement de douleur. L'accumulation de frustrations, l'installation durable d'un intense sentiment de vulnérabilité, et la relative indifférence ayant entouré la survenance de ces faits ont fait le reste.

C'est d'une faillite collective dont il s'agit, qui puise ses racines dans des décennies de dérive de l'Etat de droit qui n'est qu'un vain mot si tant de lois ne sont pas appliquées, faute de moyens ou pire, de volonté.

Le mécontentement et la désespérance des effectifs – de tous les effectifs - atteignent aujourd'hui un niveau insupportable. Quel triste spectacle que des policiers ou prétendus tels, vociférant ou criant à la démission de l'un ou l'autre responsable politique ou administratif, en battant le pavé de la capitale, le visage dissimulé derrière une cagoule ... Mais ces débordements ne sont qu'un symptôme, ils sont la manifestation d'un mal profond qui doit être entendu.

Le diagnostic est fondamental car nous ne pouvons pas, vous ne pouvez pas, vous tromper dans les réponses à y apporter. Cette situation explosive nécessite la plus grande réactivité des responsables de la sécurité du pays, qu'elle relève du pouvoir exécutif, du pouvoir parlementaire ou de l'autorité judiciaire.

Les policiers n'expriment pas de revendications corporatistes. Ils mettent en avant un grave problème d'identité et de société. Ils posent la question de la violence exercée par certains à l'encontre des représentants de l'Etat et des moyens de la faire reculer.

Cette situation appelle une répression sans faille, car elle sape les fondements même de notre démocratie.

Face à ce défi - un de plus en des temps qui n'en manquent pas - un grand sursaut est nécessaire, en articulant autour d'une volonté politique forte des moyens adaptés.

Les policiers de terrain - nous nous en sommes faits les relais auprès de nombreux responsables politiques ou parlementaires ces dernières années - veulent simplement que la société leur donne les outils pour faire reculer la violence qui menace de tout emporter.

Leurs attentes, nos attentes peuvent s'organiser autour des axes suivants :

- Amélioration des moyens juridiques et matériels permettant aux effectifs de remplir efficacement leur mission de protection des populations, dans la dignité et sans surexposition personnelle. Un effort énorme doit être réalisé pour sortir la Police d'une paupérisation devenue endémique, et garantir la protection physique et juridique des agents et de leurs familles : sans détailler ici les mesures, le chemin est parsemé d'espoirs aussi forts que légitimes.

La place de la Justice est centrale, non comme la cible d'une accusation générale et infondée en laxisme, mais comme maillon essentiel d'une chaîne pénale défaillante en ce qu'elle est visiblement impuissante à contenir la progression du mal. Un fossé important subsiste entre les réponses apportées et la façon dont elles sont reçues par des délinquants dont l'arrogance - et la brutalité - sont parfois sans limite.

Nous faisons le constat d'une incapacité collective à apporter une réponse visible, lisible et crédible (c'est-à-dire forte et rapide) à la violence sauvage qui s'installe durablement dans le paysage français. Il en résulte un décalage fort entre les attentes de la population, celles des policiers qui ont vocation à la protéger, et les réponses apportées. Ce décalage est toxique pour la démocratie. Il importe donc d'y remédier rapidement.

- Une reconnaissance et une considération pour la valeur de l'engagement des policiers du quotidien, qui passent autant par la fin du discrédit de la parole du policier (aujourd'hui systématiquement placée sur un pied d'égalité avec celle des délinquants) que par des signes tangibles de la reconnaissance de la Nation. Entre autre mesure, il est grand temps, à ce titre, que la Police nationale dispose de la même proportion d'ordres nationaux que son institution sœur. Le policier, tous grades confondus, servant sa vie durant sur les territoires les plus exigeants, le mérite.

- Remettre le sens et l'humain au cœur du dispositif. Cela suppose un recentrage des missions, trop de policiers sont détournés de leur vocation de servir et protéger par une bureaucratie énergivore et la prise en compte de missions qui devraient depuis longtemps relever d'autres périmètres. Vous connaissez la longue liste des « tâches indues », listées par moult rapports d'inspection : gardes statiques en tous genres, attentes interminables aux urgences pour la délivrance d'un certificat de non admission ou de compatibilité de GAV, procédures administratives surannées, ports de plis ou de scellés, gardes de détenus hospitalisés, ... encore ne prétendons nous nullement à l'exhaustivité ! Nous devons aussi sortir de la lourdeur devenue insupportable des contraintes de la procédure pénale pour les policiers dédiés à l'investigation, là aussi du fait de textes totalement déconnectés du principe de réalité.

Nous entendons aussi les préoccupations sur le niveau des effectifs dans les services territoriaux de sécurité publique. Dans une hypocrisie totale, il est demandé depuis de trop nombreuses années à la Police de faire toujours plus avec moins de moyens, surtout humains. L'équation qui en résulte est insoluble.

Dans le même temps, la charge des services s'est accrue à un rythme effréné, encore accentué par de lourdes réformes de structures. Réformes elles-mêmes pilotées à marche forcée, avec des contraintes de calendrier qui en négligent les conséquences, alors que c'est la qualité même de notre niveau de sécurité qui est engagée. Il y a urgence à obtenir de l'Europe un report de l'entrée en vigueur des cycles horaires, une réforme aussi ambitieuse ne pouvant décemment pas se déployer dans des délais aussi brefs.

Prenons garde, également, à ce que la centralisation à outrance qui, ces dernières années, a caractérisé les réformes de la fonction publique - notamment policière - n'accroisse la désespérance des praticiens.

RGPP, MAP et autres acronymes ont surtout abouti à écarter les techniciens, ceux qui connaissent les réalités, des processus décisionnels, budgétaires et humains, contribuant fortement à la déconnexion des enjeux opérationnels. La perte de capacité d'initiative et de résolution des problèmes rencontrés par les troupes qui en a résulté, est tout simplement désastreuse, pour les responsables concernés comme pour l'institution dans son ensemble.

Il y a urgence à redonner des marges d'initiative et d'efficacité aux chefs de Police, les commissaires notamment ayant naturellement vocation à passer davantage de temps dans leur service que n'importe où ailleurs. On replacera ainsi « la hiérarchie » en interlocuteur naturel dans la recherche de solutions aux difficultés que les policiers rencontrent. Car le quotidien de commissaire de police est celui de son service et des femmes et hommes qui y œuvrent, chacun dans son rôle et à sa place, mais tous ensemble mobilisés pour faire reculer l'insécurité.

La mise en avant de la hiérarchie policière comme bloc monolithique « source de tous les maux », où d'aucuns semblent avoir trouvé un exutoire facile à leur propre incurie, est à ce titre non seulement caricaturale mais gravement injuste. L'absence de projets et la conduite d'une action syndicale déconnectée des enjeux actuels n'excusent pas tout. Nous redisons donc notre souhait d'une Police républicaine, étrangère à la lutte des classes comme à toute dérive idéologique.

Monsieur le président de la République, l'heure est grave !

Il ne s'agit pas d'un effet de style, mais de la conviction profonde que - si les attentes légitimes de nos collègues ne sont pas entendues, nous pouvons connaître un accident de l'histoire. Et nous sommes tous trop attachés à la démocratie et à la paix pour ne pas vouloir courir ce risque.

Nous vous remercions de votre attention et comptons sur vous.